



“ L'accord cadre mondial sur la responsabilité sociale du groupe EDF a été co-construit avec les syndicats. ”

souvent interpersonnelles voire d'amitiés syndicales, permettant ces alliances se tissent au sein des fédérations IndustriAll Europe et EPSU, voire de la fédération mondiale IndustriAll Global Union. Et le dialogue est privilégié, développé et maintenu même lorsque les intérêts sont à court ou moyen terme incompatibles, comme c'est le cas dans le domaine du nucléaire avec les puissantes fédérations syndicales allemandes. Dialogue, construction d'alliances... tel est le jeu de la diplomatie syndicale européenne.

LES CEE, UN AUTRE MAILLON DU DIALOGUE SOCIAL EUROPÉEN

Les fermetures de sites font malheureusement partie de la vie des grandes entreprises. Le groupe de travail « Fermetures de sites industriels » du Comité d'Entreprise Européen (CEE) d'EDF, animé par une militante CFE Énergies, a élaboré un cahier de recommandations pour améliorer l'accompagnement social de ces fermetures. Ce document conçu par les syndicalistes a été mis en circulation par la Direction du dialogue social parmi les représentants RH du groupe EDF. C'est aussi un des sujets dans lesquels la Fédération apporte son expertise au niveau européen au sein d'IndustriAll Europe. Preuve qu'au-delà du dialogue social

institutionnel avec la Commission européenne, c'est aussi au sein des CEE que se construit le dialogue social européen. Dans les CEE d'EDF et d'ENGIE, les représentants de salariés français, allemands, italiens, britanniques, polonais, belges s'attèlent bel et bien à des dossiers concrets pour le quotidien des salariés.

Et depuis début 2021, quand le Royaume-Uni a définitivement quitté l'Union Européenne, le Brexit pose la question de la participation aux CEE des collègues britanniques, qui ne sont certes plus dans l'Union européenne, mais qui restent des salariés clefs pour l'avenir des groupes EDF et ENGIE.

DEVOIR DE VIGILANCE MONDIALE

Coup d'État militaire en Birmanie (Myanmar) : l'information est tout de suite ressentie par les membres du Comité de dialogue responsabilité sociale (CDRS) d'EDF comme un événement les touchant directement, car EDF travaille sur un grand projet hydroélectrique dans ce petit pays du bout du monde.

Conscients de la responsabilité sociale d'un groupe comme EDF, des syndicalistes français, des collègues allemands, belges, brésiliens, britanniques, chinois, italiens ont pour mission de dialoguer, avec le soutien d'IndustriAll Global Union, au sein du CDRS avec la Direction pour s'assurer que le groupe EDF respecte ses engagements, sociaux comme environnementaux, partout dans le monde, et ne tombe pas dans le greenwashing.

Pour y parvenir, l'Accord cadre mondial sur la responsabilité sociale du groupe EDF a été co-construit avec les syndicats. En particulier, le devoir de vigilance des signataires s'applique à 13 champs définis autour de notions telles que droits humains, éthique, prévention du harcèlement, fournisseurs, santé et sécurité, égalité professionnelle, équité, parcours professionnel, couverture sociale, « transition juste », responsabilité sociale, écoute et dialogue, développement économique.

Les travaux et alertes du CDRS ne font certes pas la une des journaux. Ils doivent même aider EDF à ne pas faire la une pour de mauvaises raisons. Dès la nouvelle du coup d'État au Myanmar, EDF a suspendu son projet. Mais le CDRS garde un œil sur les projets et réalisations du Groupe à l'international, par exemple au Cameroun ou encore au Mexique avec un projet éolien controversé.

À EDF ou chez ENGIE où un accord du même type est en cours de négociation, c'est cela aussi l'action syndicale internationale.